**Mohamed Kadami, Président du Frud, Paris, le 2 juillet 2017**

Je remercie les organisateurs d’avoir pensé à marquer le 40e anniversaire de la république de Djibouti. Ce n’est pas à la RTD que l’on attendra ce qui s’est passé pendant ces 40 ans, toute cette répression. Je suis très heureux d’être à côté de Mahdi God.

Non seulement il est resté constant dans ses positions, et qui continue encore malgré les difficultés qu’il a eus. Je pense qu’il faut souligner parce que c’est tellement rare en Afrique de constater une telle constance dans la lutte pour la liberté et la démocratie, parce que, on le sait, en Afrique, à Djibouti aussi, il y a des cimetières d’opposants.

Par le harcèlement pécuniaire ou en les asphyxiant économiquement, les opposants se rendent ou deviennent dépressifs, ou meurent sur le champ d’honneur. Nous ici avons une certaine chance d’avoir échappé à ce rouleau compresseur.

A l’indépendance, comme l’a dit comme camarade Mahdi, des conceptions se sont affrontées au sommet de l’État dès l’indépendance, entre le premier ministre de l’époque et le président de l’époque. Le président de l’époque pensait que toutes les prérogatives de l’État devaient aller aux clans, aux tributs. C’était la thèse soutenue par Hassan Gouled.

Monsieur Ahmed Dini, premier ministre de l’époque, a dit non ! Qu’il faut asseoir cette république sur la citoyenneté et qu’il faut transcender ce clivage ethnique, comme seule solution.

Mais c’est la première thèse qui a prévalu, c’est à dire, de vouloir donner toutes les prérogatives aux clans, finalement, et la situation actuelle est la conséquence de cette option qui a prévalu.

Cette thèse dit quoi ? D’abord, qu’il faut éliminer la différence. C'est-à-dire qu’il faut éliminer ceux qui ne parlent pas la langue du clan au pouvoir. Après, une fois cette hypothèque passée, on est revenu au sein des gens qui parlaient somalien, et il fallait éliminer, marginaliser certains clans.

C’était déjà une théorie des colonialistes français lorsqu’il y a eu la guerre d’Algérie, ce qu’ils ont appelé l’ennemi intérieur. Et cette thèse a été reprise par certains nouveaux dirigeants africains.

Ce ne s’est pas seulement passé à Djibouti, cela s’est passé aussi ailleurs. Le cas du Tchad est tellement significatif. Tout ce qui était vu comme ennemi intérieur devait être marginalisé, et ne leur donner aucune occasion économique.

Et en même temps, cela représente un non sens économique parce qu’il s’agit d’un empêchement pour le pays de développer les ressources disponibles sur l’ensemble du territoire.

A Djibouti, toute une région du pays a été empêchée de se développer. Et quelle perte pour la république de Djibouti, que les 2/3 du pays ne puissent pas se développer !

Tout cela va déboucher sur le massacre de Bouldhouqo en décembre 2015, où 70 personnes seront tuées par les forces de l’ordre, parce qu’ils étaient d’un autre clan, autre que celui du président. Il ne s’agissait même pas d’une manifestation politique mais religieuse et culturelle, parce que, à un moment donné, Ismaël Omar Guelleh pensait que ce groupe allait devenir dangereux.

C’est pourquoi cette notion d’ennemi intérieur est très élastique. Et aujourd’hui on est réduit à ce qu’on appelle un pouvoir familial, comme en Tunisie à une époque récente.

Il y a eu pas mal de tentatives de tourner la page de cette politique. Il y a eu des manifestations, il y a eu des tracts, il y a même eu des élections. En 1999, des dirigeants très connus ont créé le Parti populaire djiboutien. Le candidat de l’opposition démocratique à l’époque est Moussa Ahmed Idriss, une figure de la lutte pour l’indépendance à l’époque coloniale, ainsi que Ahmed Dini qui était une figure emblématique, sans parler de Mohamed Issa cheikho qui était la cheville ouvrière de la lutte qui avait unifié cette lutte pour l’indépendance de Djibouti, aidé par la Somalie.

Ces opposants ont été arrêtés 4 ans après l’indépendance et c’est alors que le parti unique a été imposé.

Ainsi la lutte pacifique était très difficile à Djibouti, et cela a été la dernière tentative pour créer un parti politique pour amorcer la lutte pour la démocratie. A partir de là, il y avait déjà eu une première tentative de lutte armée, dès 1977, avec toutes les difficultés régionales et stratégiques de Djibouti. Les responsables de la lutte politique à cette époque là, j’en fais partie, les créateurs du FDLD, sont revenus dans la capitale, et n’avaient même pas la possibilité de travailler. Si bien que, sept ans après, la lutte armée a été re-déclenchée.

Nous sommes conscients à Djibouti, que nous appartenons à deux mondes. Au monde de la Corne de l’Afrique, où l’Éthiopie est le premier pays en Afrique où la Klashnikov est arrivée, par ceux qui luttaient contre Menguisto à cette époque. On appelle parfois la région de la Corne de l’Afrique, la région des 100 millions des Kalashnikov. Mais on appartient aussi au monde francophone, on lit Jeune Afrique, on écoute RFI, on a donc aussi cette culture de conférence nationale souveraine.

La lutte à Djibouti est une synthèse entre la lutte armée et cette culture de la conférence nationale souveraine, mais en face, le gouvernement, est constitué de gens qui ne croient qu’à la violence. Et il faut savoir que l’intégrisme clanique est pire que l’intégrisme religieux, car l’intégrisme religieux peut accepter que l’on change de religion et être accepté, alors que pour l’intégrisme clanique, on ne peut pas changer son clan d’origine. Aussi l’entourage du président actuel, refuse toute ouverture et tout amendement.

C’était donc en 1991 que la lutte armée a débuté, deux accords de paix ont été signés, mais les dirigeants ont été incapables d’appliquer ces accords. On aurait pu changer de régime en 2003, puis en 2013, puisque chaque fois l’opposition avait gagné les élections législatives. Et déjà en 1999, Ismaël Omar Guelleh a été battu à plates coutures à l’élection présidentielle. C’est pourquoi l’alternance par les urnes est très difficile pour ne pas dire impossible car à chaque fois c’est la magie des fraudes qui l’a emporté.

Je vous remercie.